

SANTÉ

Wallonie : il manque près de 190 toubibs

À l'heure où Maggie De Block remet les quotas Inami sur le tapis, la Wallonie cherche, désespérément, 188 médecins généralistes.

● **Caroline DESORBAY**

Lundi dernier, la question des quotas de numéros Inami flambait de nouveau entre la ministre fédérale de la Santé, Maggie De Block (Open vld) et le ministre communautaire de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS). Indissociable d'une autre problématique, celle de la pénurie de médecins généralistes en Wallonie, qui ne cesse d'augmenter selon le dernier cadastre réalisé par l'Agence wallonne pour une vie de qualité (AViQ).

Ce cadastre recense pour chaque commune, via les cercles de médecins, le nombre de praticiens conventionnés actifs (nombre de demi-jours prestés par semaine).

Quarante-deux communes en pénurie sévère

En 2016, 119 communes étaient en pénurie, avec moins de 90 généralistes pour 100 000 habitants. Un an plus tard, on en dénombrait 150 dont 52 en pénurie sévère (moins de 50 généralistes pour 100 000 habitants).

Sur les 253 communes wallonnes, seules 103 (4 sur 10) affichent une densité de médecins traitants suffisante.

Il faudrait renforcer les 874 généralistes actifs dans les communes en pénurie de 190 médecins, estime le Dr Dominique Dubourg, de la Direction de la recherche, de la statistique et de la veille des politiques, à l'AViQ.

Dans le détail, cela donne une septantaine de généralistes supplémentaires pour le Hainaut, une quarantaine pour les provinces de Liège et du Luxembourg, une bonne vingtaine pour le Bra-

« Les ministres doivent évaluer les besoins de la population avant de fixer les quotas. »

bant wallon et une quinzaine pour la province de Namur.

Un cadastre, fort bien, mais on en fait quoi ? « *Ce relevé permet d'avoir une idée précise de la réalité du terrain : âge élevé des médecins, féminisation de la profession, etc. Les quotas Inami ne tiennent pas compte de l'évolution de la conception du métier de médecin généraliste* », argumente Christian Carpentier, porte-parole de la ministre wallonne de la Santé, Alda Greoli (cdH).

Pour cette dernière, il est urgent que tous les ministres concernés se mettent autour de la table pour analyser la réalité du terrain et remédier à la pénurie de médecins généralistes en Wallonie, avant même de résoudre la question des étudiants surnuméraires.

« *La logique voudrait que l'on mette de côté les querelles communautaires et que les ministres évaluent ensemble les besoins de la population avant de fixer des quotas*, propose Christian Carpentier. *C'est également le rôle de la ministre fédérale de la Santé de veiller à ce que chaque citoyen, au nord comme au sud du pays, ait accès aux soins de santé de première ligne* » ■

VITE DIT

Impulseo C'est un ensemble de mesures

destinées à encourager l'installation de médecins généralistes dans des communes à faible densité : prime de 20 000 € à l'installation (25 000 € si commune en pénurie sévère), soutien financier dans une partie des coûts salariaux d'un employé ainsi que dans une partie des coûts de télésecrétariat. En 2017, l'AViQ a accordé 62 primes essentiellement à de jeunes médecins qui se sont installés dans 47 communes différentes. Et 588 aides financières pour les coûts salariaux et de télésecrétariat. Pour un budget total de 6 854 889 €, soit 33 % des dépenses des soins ambulatoires et de première ligne.

57 ans C'est l'âge moyen des médecins généralistes hommes (46,4 ans pour les femmes). 89 % des médecins de plus de 65 ans sont des hommes.

Féminisation Parmi la jeune génération (25-29 ans), il y a quatre fois plus de généralistes femmes que de généralistes hommes.